



Numéro PPQ/6940

mercredi 15 octobre 2014

Les grands titres:

- Le Conseil de sécurité juge que la lutte contre Ebola est un échec pour l'instant
- RDC : l'ONU réclame la poursuite en justice d'auteurs d'exécutions sommaires à Kinshasa
- La participation des femmes rurales est indispensable pour l'avenir de la planète, selon l'ONU
- Le lavage des mains avec du savon peut aider à arrêter la propagation du virus Ebola - UNICEF
- L'UNESCO condamne le vandalisme du patrimoine culturel et religieux de la vieille ville de Tripoli
- Iraq : l'envoyé de l'ONU condamne le meurtre d'un député dans un attentat
- L'OIT appelle les Amériques à œuvrer en faveur de la justice sociale
- Semaine de l'Afrique : l'ONU appelle à renforcer l'intégration africaine pour la paix et le développement

Le Conseil de sécurité juge que la lutte contre Ebola est un échec pour l'instant



15 octobre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a estimé mercredi que la communauté internationale n'avait jusqu'à maintenant pas réussi à répondre de manière adéquate à l'épidémie d'Ebola qui frappe particulièrement trois pays d'Afrique de l'Ouest, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil « ont réitéré leur sérieuse préoccupation concernant l'ampleur sans précédent de l'épidémie d'Ebola en Afrique. »

« Les membres du Conseil de sécurité ont souligné que la réponse de la communauté internationale à l'épidémie d'Ebola n'avait pas réussi jusqu'à présent à répondre de manière adéquate à l'ampleur de l'épidémie et à ses effets », précise le communiqué. « A cet égard, ils ont appelé tous les Etats membres, et les organisations multilatérales et les partenaires bilatéraux, à accélérer et élargir de manière considérable la fourniture de ressources et d'une assistance matérielle et financière », citant notamment des laboratoires mobiles, des hôpitaux de campagne, du personnel qualifié, et des équipements de protection.

Le Conseil de sécurité a aussi exhorté « les Etats membres et tous les acteurs pertinents à fournir des moyens logistiques et aériens ainsi que des capacités de transport et de construction pour la lutte contre Ebola. »

Les membres du Conseil ont réitéré leur profonde admiration pour les professionnels sur le terrain qui affrontent l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Mardi après-midi, le chef de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE), Anthony Banbury, a fait le point sur la situation dans les trois pays les plus touchés par l'épidémie devant le Conseil de sécurité des Nations Unies réuni à New York.

« Si nous ne réussissons pas à stopper Ebola, nous serons confrontés à une situation sans précédent pour laquelle nous n'avons pas de plan de secours », a-t-il dit via vidéoconférence depuis Accra, au Ghana, où se trouve le siège de la MINUAUCE.



Citant des sources scientifiques, il a indiqué que les projections les plus alarmantes prévoyaient jusqu'à 10.000 victimes par jour d'ici au 1er décembre. Rappelant que la maladie se propageait d'abord dans les centres urbains des pays touchés, il a averti que la moitié des nouveaux cas surviendront dans les villes.

« Plus le temps passe, plus nous avons besoin d'argent et d'une gestion de crise efficace », a insisté M. Banbury.

De son côté, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Taye-Brook Zerihoun, a noté que les gouvernements des trois pays avaient mis en place des couvre-feux, instauré l'état d'urgence et imposé des restrictions à la circulation des personnes.

« Le climat est tendu, des incidents ont éclaté. Des travailleurs sanitaires et des fonctionnaires ont, par exemple, fait l'objet d'agressions », a-t-il indiqué, en évoquant les émeutes en Guinée, les attaques contre la police en Sierra Leone et les pillages de cliniques au Libéria.

En ce qui concerne les effets néfastes d'Ebola sur les économies nationales, M. Zerihoun a souligné que l'isolement régional des trois pays affectés avait déjà des conséquences graves sur leur taux de croissance et celui de la sous-région. « La Banque mondiale estime que si l'épidémie n'est pas éradiquée rapidement, les produits intérieurs bruts de ces trois pays et de la région seront durablement impactés, faisant peser de graves menaces sur la stabilité à ce niveau », a-t-il prévenu.

M. Zerihoun a fait observer que l'épidémie avait exacerbé en l'espace de quelques mois les principaux défis en matière de paix et de sécurité auxquels fait face l'Afrique de l'Ouest. Il a demandé aux pays touchés et à leurs voisins de s'inspirer des mesures prises par les gouvernements du Nigéria et du Sénégal, « qui ont réussi à empêcher la propagation du virus sur leur territoire ».

De son côté, le Programme alimentaire mondial (PAM) a déclaré que le soutien logistique à la lutte mondiale contre Ebola s'accélérait, avec un nouvel approvisionnement en provenance d'Italie qui devait arriver mercredi par avion au Libéria.

Le vol, transportant 58 tonnes d'équipement, dont des réservoirs d'eau, des unités de nettoyage, et des générateurs, a décollé du dépôt de réponse humanitaire de l'ONU géré par le PAM (UNHRD) à Brindisi, en Italie. Cette semaine, plusieurs cargaisons ont été expédiées des dépôts UNHRD de Dubaï, Accra au Ghana et Las Palmas en Espagne. Elles comportaient notamment des équipements de protection, des trousseaux sanitaires d'urgence, du matériel de secours et d'autres équipements pour toute la région touchée.

« Le monde se mobilise et nous devons atteindre les plus petits villages dans les endroits les plus isolés. Tout porte à croire que les choses vont empirer avant de s'améliorer. Jusqu'à quel point ? Cela dépend de nous tous », a déclaré la directrice régionale du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, Denise Brown.

« Au PAM, nous avons changé de rôle pour appuyer la communauté internationale afin d'endiguer cette épidémie sans précédent. Nous distribuons bien sûr de la nourriture, mais nous construisons aussi des centres de traitement Ebola et des plates-formes logistiques en utilisant des avions, des hélicoptères, des navires et des camions », a-t-elle ajouté.

Outre des vols d'approvisionnement, un navire affrété par le PAM est parti de Cotonou au Bénin le 14 octobre avec 7.000 tonnes de riz à son bord. Il doit arriver à Freetown, en Sierra Leone, avant la fin de la semaine, puis il se dirigera vers Monrovia, au Libéria.

Au Libéria, à la demande du gouvernement et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le PAM a installé quatre centres de traitement Ebola à Monrovia d'une capacité de 400 lits. La construction de deux des centres devrait être achevée d'ici ce week-end.

Par ailleurs, le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), géré par le PAM, a ouvert un nouveau couloir aérien entre Dakar, Accra, Freetown, Monrovia et Conakry pour faciliter le déploiement rapide du personnel humanitaire sur le terrain.

RDC : l'ONU réclame la poursuite en justice d'auteurs d'exécutions sommaires à Kinshasa



15 octobre - Un rapport des Nations Unies publié mercredi détaille des violations graves des droits de l'homme, y compris des exécutions sommaires et extrajudiciaires ainsi que des disparitions forcées, commises contre des civils par les forces de sécurité congolaises à Kinshasa, en République démocratique du Congo, entre le 15 novembre 2013 et le 15 février 2014.

Le rapport, s'appuyant sur des enquêtes menées par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo (RDC), recense le meurtre d'au moins neuf civils et la disparition forcée d'au moins 32 civils par des agents de la Police nationale congolaise (PNC) dans le cadre de l'opération « Likofi ». Le nombre total de victimes pourrait être beaucoup plus élevé dans la mesure où les enquêteurs du BCNUDH ont fait face à diverses difficultés dans le cadre de leurs enquêtes sur ces violations des droits de l'homme.

L'opération « Likofi » (« Coup de poing » en langue Lingala) avait pour but la traque des délinquants, communément appelés « kulunas », dans la ville de Kinshasa. Pour élaborer ce rapport, les enquêteurs du BCNUDH ont rassemblé plus de 70 témoignages provenant de différentes sources, y compris de la police elle-même.

Les violations des droits de l'homme détaillées dans le rapport impliquent la PNC et en particulier des agents de la Légion nationale d'intervention (LENI) et du Groupe mobile d'intervention (GMI). La plupart des meurtres et disparitions forcées de civils présentés dans le rapport auraient été perpétrés selon le même modus operandi par des agents de la PNC, opérant généralement la nuit, en cagoules et à bord de véhicules sans plaque d'immatriculation dans certains quartiers de la ville de Kinshasa.

« Je suis consterné par la gravité des violations des droits de l'homme reprises dans ce rapport et j'appelle les autorités congolaises à traduire en justice dans les meilleurs délais les auteurs de ces violations des droits de l'homme », a indiqué le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Martin Kobler, a, quant à lui, déclaré que « cette situation démontre à quel point il est urgent d'accélérer la réforme du secteur de la sécurité et la mise en place de solides mécanismes de responsabilisation au sein de la police congolaise ».

Le BCNUDH a pris note de la décision prise, le 15 août 2014, par le Commissaire général de la PNC de mettre en place une commission d'enquête ayant pour mission d'enquêter et de relever toutes les exactions qui auraient été commises dans le cadre de l'opération « Likofi ».

La participation des femmes rurales est indispensable pour l'avenir de la planète, selon l'ONU



15 octobre - À l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a affirmé mercredi que ces femmes peuvent jouer un rôle moteur pour atteindre trois objectifs pour 2015 : les Objectifs du Millénaire pour le développement, l'adoption d'une nouvelle perspective de développement durable et la conclusion d'un accord universel et efficace sur le climat.

« Ma mère a vécu toute sa vie à la campagne. Bien qu'elle n'ait pas reçu d'éducation scolaire, j'ai grandi en appréciant sa sagesse, sa résilience et son intelligence. Au cours de mes années de service dans la fonction publique, j'ai découvert que des millions de femmes rurales possédaient ces qualités dans le monde entier », a déclaré M. Ban dans son message pour la journée.

Parce que les femmes rurales sont souvent en première ligne face à la pauvreté, aux catastrophes naturelles et à d'autres

menaces, elles ont beaucoup à gagner de la réussite de nos campagnes mondiales, a expliqué le chef de l'ONU.

La majorité des femmes rurales dépendent des ressources naturelles pour assurer leur subsistance. Dans les pays en développement, elles représentent plus de 40% de la main-d'œuvre agricole. Elles s'occupent de la production, du traitement et de la préparation de la plupart des repas dans la société et assument souvent la responsabilité première de la sécurité alimentaire, de l'état de santé et des possibilités d'accès à l'éducation au sein des ménages.

Lorsque les femmes rurales ont accès à des ressources naturelles et agricoles, elles peuvent contribuer davantage à éliminer la faim et aider leur communauté à faire face aux effets des changements climatiques, de la dégradation des sols et des déplacements, ce qui profite à tous, selon M. Ban.

« Mais pour récolter ces fruits, nous devons lutter contre la discrimination et le dénuement dont les femmes rurales continuent de souffrir. Un trop grand nombre d'entre elles n'ont pas accès à la terre, aux marchés, à la finance et à la protection et aux services sociaux. Elles sont également nombreuses à courir des risques graves en s'acquittant de tâches vitales, telles que l'approvisionnement en eau ou en carburant », a prévenu le Secrétaire général.

« La Journée internationale des femmes rurales est l'occasion d'écouter leur voix et de répondre à leurs préoccupations. Ensemble, permettons à ces femmes de donner toute leur mesure en protégeant leurs droits fondamentaux, en appuyant leur émancipation économique et en leur donnant la possibilité de contribuer pleinement à notre avenir commun », a-t-il souligné.

Le lavage des mains avec du savon peut aider à arrêter la propagation du virus Ebola - UNICEF



15 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale du lavage des mains, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a rappelé mercredi que la lutte contre le virus Ebola qui a lieu actuellement souligne de nouveau l'importance de la pratique du lavage des mains pour la prévention des maladies virales.

« Le lavage des mains avec du savon est l'un des vaccins les moins chers et les plus efficaces contre les maladies virales, que ce soit la grippe saisonnière ou le rhume », a déclaré le chef du programme hygiène, eau et assainissement de l'UNICEF, Sanjay

Wijesekera.

« Nos équipes sur le terrain en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée soulignent l'importance du lavage des mains dans le cadre d'une série de mesures qui sont nécessaires pour arrêter la propagation du virus Ebola. Le lavage des mains n'est pas une solution miracle, mais un moyen de défense supplémentaire qui n'est pas cher et facilement disponible », a-t-il ajouté.

Dans les pays affectés par Ebola, l'UNICEF sensibilise la population pour contrer les idées fausses sur la maladie, qui accentuent le risque de propagation. L'UNICEF a également distribué du matériel de protection tel que des blouses, des gants et de l'eau de Javel - ainsi que des millions de barres de savon.

« Il est évident qu'il n'existe pas de solution simple, et qu'il est nécessaire que la communauté internationale redouble d'efforts pour endiguer cette maladie », a déclaré M. Wijesekera. « Il est très important de faire passer le message sur les mesures qui peuvent être prises dès maintenant dans les zones les plus touchées, même en attendant les renforts qui doivent arriver de l'extérieur. Le lavage des mains est l'une de ces mesures ».

Selon les données publiées récemment par l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 340.000 enfants de moins de cinq - près de 1000 par jour - sont morts de maladies diarrhéiques en raison d'un manque d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène de base en 2013. Comme la crise engendrée par le virus Ebola affecte les services de santé dans les pays touchés, la pratique du lavage des mains est d'autant plus importante pour lutter contre ces maladies courantes.

La Journée mondiale du lavage des mains est l'occasion de rappeler le rôle de cette pratique dans la prévention des maladies courantes mais potentiellement mortelles comme la diarrhée.

Au Sri Lanka, plus de 38.400 élèves dans 96 écoles ont participé à des événements de lavage des mains, avec des personnalités politiques. Au Liban, un texto a été envoyé à des centaines d'utilisateurs de téléphones mobiles leur disant « sauvez votre santé; lavez-vous les mains ». Au Mali, il y a eu une campagne médiatique nationale et des événements de lavage des mains et de distribution de savon dans des dizaines d'écoles. Des événements ont également eu lieu en Gambie, au Nigéria, au Cambodge, et ailleurs.

L'UNESCO condamne le vandalisme du patrimoine culturel et religieux de la vieille ville de Tripoli



15 octobre - L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a condamné mercredi une vague d'actes de vandalisme du patrimoine culturel et religieux de la capitale libyenne Tripoli.

Le 7 octobre, un groupe d'hommes armés ont pris d'assaut et saccagé la mosquée Karamanli, l'une des plus belles et célèbres mosquées de Tripoli, construite par Ahmed Paschia en 1738. Les carreaux en céramique et les décorations intérieures en marbre ont été retirés, et le plancher complètement arraché.

Le 11 octobre, la madrasa historique Othman Pacha, qui sert la communauté soufie de Tripoli, a été endommagée et pillée par des hommes armés. Plus tard le même jour, une tentative de vandaliser la mosquée Darghout, la célèbre mosquée dédiée au premier gouverneur ottoman de Tripoli, a échoué, grâce à des bénévoles locaux qui protégeaient le bâtiment et qui ont forcé les assaillants à partir.

« Je condamne fermement les récentes attaques contre des bâtiments du patrimoine culturel et religieux de la vieille ville de Tripoli. Le pillage et le trafic illicite d'objets culturels ne peuvent qu'approfondir les plaies de la société libyenne, qui lutte pour le retour à la normale et pour se relever. Je tiens à féliciter tous les citoyens et les bénévoles qui ont protégé la mosquée Darghout » a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans un communiqué de presse.

« Ces attaques ne peuvent pas être considérées de façon isolée ou comme des dommages collatéraux. Elles s'inscrivent dans un contexte global d'attaques répétées et délibérées contre le patrimoine culturel, en Libye et ailleurs, qui menacent la cohésion sociale et alimentent la violence et la division au sein de la société, » a-t-elle ajouté.

L'UNESCO a lancé un appel à tous les partenaires nationaux et internationaux pour renforcer les actions et la vigilance afin de protéger le patrimoine culturel de la Libye dans un contexte de turbulences croissantes et d'insécurité.

Selon l'agence onusienne, les édifices religieux historiques de la vieille ville de Tripoli est un patrimoine commun de tous les Libyens, mais ils sont de plus en plus souvent la cible de vandalisme délibéré et soumis aux risques de pillage et de trafic illicite.

L'UNESCO a affirmé son engagement de travailler avec les autorités libyennes, pour renforcer les mesures d'urgence pour la protection du patrimoine culturel. Une formation sur les situations d'urgence et à la prévention des risques sera mise en place dans les prochaines semaines pour permettre aux autorités de procéder à une évaluation rapide, de documenter et de surveiller le patrimoine.

Iraq : l'envoyé de l'ONU condamne le meurtre d'un député dans un attentat



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nickolay Mladenov.
Photo: MANUI

15 octobre - Le Représentant spécial du Secrétaire général en Iraq, Nickolay Mladenov, a condamné mercredi le meurtre d'un député, qui a été tué dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad la veille.

M. Mladenov a présenté ses sincères condoléances au Conseil des représentants iraqiens pour la perte de M. Al-Khafaji, ainsi qu'à la famille du député et à celles des autres victimes du terrorisme. Il a réaffirmé la solidarité internationale avec l'Iraq.

« Ceux qui utilisent le terrorisme, la violence et la peur contre la population d'Iraq échoueront. Aujourd'hui l'Iraq et le monde sont unis et vaincront ceux qui cherchent à détruire l'Etat iraquien et rétabliront la sécurité, la prospérité et la démocratie dans ce pays », a dit M. Mladenov.

Selon la presse, au moins 25 personnes sont mortes et 51 blessées dans cet attentat à la voiture piégée revendiqué par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

L'OIT appelle les Amériques à œuvrer en faveur de la justice sociale



Le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder. Photo OIT/J.-P. Pouteau/Frédéric Crozet

15 octobre - A l'occasion d'une réunion régionale de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Lima, au Pérou, le Directeur-général de cette Organisation, Guy Ryder, a rappelé que l'économie informelle constituait un immense défi pour l'avancée du développement durable et équitable dans les Amériques et a précisé que ce n'était pas une question de quantité d'emplois mais plutôt de qualité.

Le chômage n'est que l'aspect le plus visible des problèmes d'emploi que connaissent les Amériques, a déclaré M. Ryder, lors de l'ouverture de cette réunion qui se déroule jusqu'à jeudi.

« L'informalité est un enjeu social très important pour cette région. Ce n'est pas une question de quantité mais de qualité des emplois », a-t-il ajouté. « L'économie informelle constitue un défi immense mais inévitable si nous voulons bâtir un avenir de développement durable et équitable ».

Selon les dernières données de l'OIT, 130 millions de travailleurs sont employés dans le secteur informel de la région, ce qui représente 47% de la population.

« Le travail formel est synonyme de croissance, d'inclusion sociale et de développement durable et c'est vrai dans tous les pays », a indiqué M. Ryder, rappelant que le dialogue social était un outil fondamental pour favoriser la formalisation. « Cette culture du dialogue devrait toujours se caractériser par le plein respect des principes et droits fondamentaux au travail. C'est essentiel pour restaurer et renforcer une culture du dialogue dans la région, qui ne peut s'épanouir que dans un climat de confiance mutuelle ».

M. Ryder a invité les pays de la région à rejoindre le groupe des Amis du travail décent pour un développement durable, une initiative lancée le mois dernier à New York dont l'objectif est de faire de l'emploi productif et du travail décent l'un des objectifs du programme de développement pour l'après-2015.

« Il existe une volonté parmi les gouvernements et les organisations de travailleurs et d'employeurs de la région d'ériger le travail décent en objectif, de s'attaquer à l'informalité et d'améliorer les conditions d'emploi des jeunes », a précisé M. Ryder.

La réunion régionale rassemble plus de 450 délégués des Amériques, notamment des ministres du travail, des fonctionnaires gouvernementaux et des dirigeants syndicaux et patronaux.

Semaine de l'Afrique : l'ONU appelle à renforcer l'intégration africaine pour la paix et le développement



15 octobre - Alors que de nombreux pays africains ont fait de grands progrès dans les domaines de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et du respect de l'état de droit, il reste encore beaucoup à faire, a souligné le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa, lors d'une réunion de haut niveau sur l'évaluation du développement du continent à l'occasion de la semaine de l'Afrique au siège de l'organisation à New York.

« L'Afrique que nous souhaitons est un continent uni, pacifique et prospère. Un lieu où les opportunités sont disponibles pour ceux qui cherchent un emploi, et où les enfants peuvent se nourrir correctement », a déclaré M. Kutesa.

« Avec une population d'environ 1,1 milliard, un PIB combiné de plus de 2 milliards de dollars, et des taux de croissance économiques impressionnants, le continent africain continue d'attirer des investissements », a-t-il ajouté.

Le taux de retour sur investissement est plus élevé en Afrique que dans les autres régions en développement, et les entrées d'investissements directs étrangers dans le continent ont atteint plus de 50 milliards de dollars en 2013.

Le panel de discussion de haut niveau organisé lundi par le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) a eu lieu lors de la Semaine de l'Afrique, au cours de laquelle plusieurs événements sont organisés en marge de l'examen annuel de l'initiative de croissance et de développement du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD).

Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies Jan Eliasson, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, Maged Abdelaziz et plusieurs représentants de l'Union africaine (UA), dont le Commissaire pour la paix et la sécurité, Smaïl Chergui, et le Commissaire aux Affaires économiques, Anthony Mothae Maruping, ont tous salué les progrès réalisés par l'Afrique dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le développement d'une vision commune pour le programme de développement durable pour l'après-2015.

Au cours de la dernière décennie, les économies africaines ont connu un taux de croissance de 5,6% en moyenne, ce qui en fait la région la plus dynamique du monde, après l'Asie de l'Est.

« Pour accélérer encore cette croissance, les pays africains doivent accélérer la modernisation des secteurs de l'agriculture et des industries productives et renforcer la valeur ajoutée de leurs ressources naturelles considérables. Ils doivent également renforcer l'innovation et créer plus d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes », a expliqué M. Kutesa.

Il est particulièrement important que les pays africains arrivent à résoudre le problème de l'insuffisance des infrastructures, en particulier dans le secteur de l'énergie, des transports et de la technologie. L'accès aux soins de santé et autres services de base restent insuffisants, tout comme la formation professionnelle.

M. Kutesa a salué le travail positif du NEPAD pour aider l'Afrique à profiter de son énorme potentiel et à ouvrir l'Afrique pour le commerce et les investissements.

« Il y a d'énormes projets de transformation pour lequel nous devons mobiliser des financements. L'appui du système des Nations Unies et de la communauté internationale sont nécessaires et il faut renforcer notre partenariat avec les pays africains », a souligné M. Kutesa.